

Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes

Ekaterina Stepanova¹

L'« ÉTAT ISLAMIQUE » ENTANT QUE FACTEUR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE

La politique russe en matière de crise syrienne n'est pas restée statique depuis 2011. Dès que les élections présidentielles furent passées et largement gagnées par Vladimir Poutine avec une vague de protestation sociopolitique en déclin et le temps de s'adapter à la douche froide des répercussions régionales et internationales suscitées par son appui unilatéral à el-Assad comme à l'aggravation de la situation sur le terrain, Moscou chercha à modérer quelque peu sa position, au moins sur le plan diplomatique². En parallèle, les conséquences de plus en plus ambiguës et dramatiques de ce qu'on a appelé le « Printemps arabe en Libye, en Égypte et en Syrie allaient dévaluer en partie l'élan sociopolitique qui caractérisait celui-ci à l'origine et appaurent plus conformes aux réserves et aux préoccupations russes initiales en ce qui concernait particulièrement les dangers inhérents à l'effondrement incontrôlé de certains États et l'occupation du vide politique qui allait en résulter par des forces extrémistes. Quoique largement rejetées dans cette phase, les mises en garde russes quant à la présence de forces jihadistes extrêmes au sein d'une opposition syrienne armée toujours plus fragmentée furent exprimées bien avant que le défi de l'État islamique ne se manifestât pleinement en 2014. Moscou devait effectivement mobiliser l'argument du danger que des armes de destruction massive ne tombent entre les mains de forces jihadistes extrêmes lors de sa première initiative couronnée de succès de coopération avec les États-Unis sur la Syrie : à l'automne 2013, les Russes allaient convaincre Assad de renoncer à son arsenal chimique ce qui amena le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter la résolution 2118 du 27 septembre 2013 qui élaborait le cadre pour l'élimination des armes chimiques de la Syrie. L'opération consécutive de destruction de ces armes n'arrêta en rien la guerre civile et n'eut pas la capacité de prévenir l'usage d'agents chimiques comme le gaz de chlore sans qualité

¹ Directrice du Centre d'études sur la paix et les conflits à l'Institute of World Economy & International Relations (IMEMO), Moscou

² Pour plus de détails, cf. Ekaterina Stepanova, « The Syria crisis and the making of Russia's foreign policy », in *Dividing Lines in Russian Politics and Foreign Policy*, Washington D.C., Elliott School of International Affairs, George Washington University, 2012, p. 40-45 et *id.*, « La política de Rusia en Oriente Medio ante la "primavera árabe" », in Javier Morales (éd.), *Rusia en la sociedad internacional*, Madrid, UNISCI, 2012, p. 171-203.

militaire. Mais non seulement elle fournit au Président Obama un prétexte parfait pour ne pas avoir à intervenir directement en Syrie (une perspective à l'époque implicitement rejetée par l'Administration américaine), mais ce fut la seule et unique fois où on parvint à éliminer des agents chimiques pendant un conflit majeur. Étant donné que la Russie a instrumentalisé activement (et efficacement) la crise syrienne dans le but d'améliorer ses relations avec les États-Unis et l'Occident même avant que le phénomène État islamique (EI) tourne à plein régime et que ces relations soient retombées à leur plus bas niveau depuis la Guerre froide en raison de la crise ukrainienne, il serait étrange que Moscou ne cherche pas à utiliser le très concret défi de l'EI aux mêmes fins, en particulier du moment où c'est également conforme aux véritables préoccupations russes en matière d'antiterrorisme.

Quant à la politique syrienne de la Russie en tant que telle, elle allait progressivement évoluer d'un soutien « indéfectible » au gouvernement Assad vers une approche un peu plus nuancée et rationnelle : la Syrie déchirée par la guerre était devenue un pays profondément divisé qui nécessitait une transition politique intrasyrienne. Moscou, cependant, indiquait énergiquement préférer une transition politique gérable en direction de quelque chose de beaucoup plus authentiquement syrien à une « démocratie » imposée par l'Occident ou un État islamiste soutenu par l'Arabie saoudite. Au milieu des années 2010, les principaux désaccords sur la situation intérieure en Syrie entre les États-Unis, d'autres pays occidentaux et les États de la Ligue arabe d'une part et de l'autre la Russie (avec de façon croissante l'Iran) ne portaient pas tellement sur la nécessité d'un processus de transition en tant que tel, à l'instar du contenu du communiqué de Genève du 30 juin 2012³ mais sur la forme, la substance et le point d'aboutissement de cette transition. Cela se ramenait pour l'essentiel à la question de savoir si l'arrangement politique futur conserverait des éléments de l'actuel système et garantirait la sécurité comme l'inclusion des Alaouites et autres minorités, ainsi qu'à celle des moyens d'impulser une solution négociée.

On notera que la politique moyen-orientale de Moscou suscite fort peu de désaccords chez les observateurs russes de la politique étrangère (en tout cas moins que les relations avec l'Occident). Malgré certaines nuances (par exemple sur le rôle de l'islam politique), il y a quant aux impératifs russes au Moyen-Orient un relatif consensus avec les trois axiomes qui suivent :

- la *nécessité de faire échec au terrorisme et l'extrémisme transnational* ;
- une *opposition à tout effondrement incontrôlé des États* (en particulier en cas de *regime change* imposé de l'extérieur) avec pour conséquence un vide de pouvoir rapidement comblé par l'ascension de forces islamistes radicales et/ou de forces

3 Action Group for Syria, *Final Communiqué*, 30 juin 2012, <www.un.org/News/dh/infocus/Syria/Final/CommuniquActionGroupforSyria.pdf>.

confessionnelles totalitaires. Ce qui est déjà le cas en Irak, en Libye, en partie au Yémen, et reste une option aggravée par l'éventualité d'une accession de l'EI au pouvoir en Syrie. Est devenue un élément central de la politique étrangère et sécuritaire russe au Moyen-Orient la mise en exergue de la nécessité d'éviter désormais les erreurs commises par l'Occident en Irak et en Libye (effondrement des institutions, démantèlement des forces armées et de l'appareil sécuritaire, de même que dans le cas irakien le soutien apporté à un gouvernement confessionnel). Ce qui se reflète aussi dans la différence d'interprétation des origines du phénomène EI entre la Russie et les États-Unis. Les Américains répugnent à considérer que leurs propres échecs dans la construction de l'État irakien et d'une entente intra-irakienne sont à l'origine de la formation de l'EI et font porter à peu près exclusivement le blâme sur la brutalité du régime de Bachar el-Assad en tant que « racine du mal ». Les Russes ne manquent jamais de souligner avant tout que le phénomène EI est né de la résistance sunnite radicale à l'occupation américaine de l'Irak et contre le gouvernement de plus en plus confessionnel imposé par Washington ; les succès militaires de l'EI devant beaucoup à la présence de militaires et de personnel sécuritaire ex-baasistes démobilisés et frustrés après l'intervention américaine ;

- la *nécessité de développer des relations avec tous les acteurs clefs de la région*. Voilà quelque chose au moins que la Russie a essayé de faire au Moyen-Orient avant que la guerre civile syrienne n'éclate. Semblable tendance positive a été faussée par de sérieux désaccords sur la Syrie et le régime d'Assad avec l'Arabie saoudite, d'autres pays du Golfe et la Turquie (sans compter l'ascension de courte durée des Frères musulmans en Égypte). Mais dans le nouveau contexte régional (marqué par une plus grande inclusion de l'Iran, certains changements dans les priorités sécuritaires des États du Golfe, l'évolution de l'Arabie saoudite vers une politique étrangère plus flexible et plus diversifiée, la stabilisation globale de l'Égypte sous le président laïc et néonassérien al-Sissi, etc.), la Russie continue de s'employer à la reconstruction et à la redynamisation de ses relations avec toutes les puissances régionales, quitte à réparer les dommages si nécessaire.

Conformément à ces trois véritables priorités couplées avec un intérêt croissant de la Russie à mobiliser la coopération sur la Syrie comme un moyen de redynamiser ou du moins de maintenir les relations de travail avec l'Occident sur des questions déterminées, Moscou a opté pour une approche de non-confrontation et même de « solidarité réfléchie » à l'égard de la coalition anti-EI emmenée par les Américains. Il a adopté cette approche malgré de sérieuses réserves sur la faisabilité d'une solution prioritairement militaire et des désaccords avec certains membres de la coalition, tant occidentaux qu'arabes, sur beaucoup d'autres sujets. Plus spécifiquement pour des raisons liées à l'antiterrorisme, la Russie a vigoureusement soutenu et promu

toutes les mesures anti-EI au niveau du Conseil de sécurité. Elle a en particulier soutenu la Résolution 2178 (2014)⁴ sur les activistes étrangers et les menaces terroristes sur la paix et la sécurité internationales et initié elle-même la Résolution 2199⁵ sur la prévention du financement du terrorisme à partir du trafic illégal de pétrole dans la région (adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité en février 2015 malgré tous les désaccords et la crise profonde dans les relations de la Russie avec l'Occident). Outre le soutien diplomatique la Russie a mobilisé sous la bannière spécifique du « défi à l'EI » son assistance militaro-technique aux gouvernements de Syrie et d'Irak dont les territoires sont en partie occupés par l'EI et dont les forces combattent cette organisation sur le terrain. Moscou a intensifié cet appui militaro-technique en 2015 : tout en s'abstenant de déployer des forces contre l'EI (la Russie « n'étant pas prête à le faire actuellement », comme l'a déclaré le président Poutine le 4 septembre 2015), les Russes « apportent déjà une aide sérieuse à la Syrie sur le plan des équipements et de l'entraînement des soldats avec nos armes »⁶. Qui plus est, la Russie envoie dès à présent des armes au gouvernement irakien et elle est ouverte à toutes les demandes de Bagdad : munitions, armes légères, artillerie et système antichars afin d'attaquer les hélicoptères et plus généralement l'aviation militaire. Moscou est parallèlement passé de la « neutralité positive » à un soutien plus ouvert à des activités d'État ou bien d'entités non étatiques contre l'EI (par exemple en direction d'acteurs aussi différents que les forces iraniennes ou du Kurdistan irakien).

Tout cela va culminer dans la promulgation et la promotion par la Russie de son propre projet de coalition internationale contre l'EI. Tandis que l'on attend que celui-ci soit annoncé par le président Poutine lors de la 70^e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2015, le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a déjà mentionné quelques points du projet. L'idée clef est de fédérer, à côté de la coalition déjà existante emmenée par les États-Unis et qui attaque les positions de l'EI à partir de l'espace aérien, toutes les forces capable de combattre cette organisation au sol, ce qui inclut les forces armées irakiennes, les troupes du gouvernement syrien et la partie non jihadiste de l'opposition armée syrienne. Cette coalition au sol serait appuyée aussi par la Russie et par l'Iran. Il y a déjà eu des pas en avant pour la préparation et dans l'esprit de ce projet incluant des consultations de la Russie avec la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne anti-Assad (CNFOR, une organisation parapluie qui avait jusque-là refusé d'assister aux précédentes tables rondes négociées par les Russes entre le gouvernement syrien et l'opposition « intérieure au système ») le 14 août 2015 à Moscou. Dans ce contexte, la Résolution du Conseil de sécurité 2235 du

4 United Nations Security Council, Resolution 2178 (2014) Adopted by the Security Council at its 7272nd meeting, on 24 September 2014, S/RES/2178 (2014).

5 United Nations Security Council, Resolution 2199 (2015) Adopted by the Security Council at its 7379th meeting, on 12 February 2015, S/RES/2199 (2015)

6 Cité dans *RIA-Novosti*, 4 septembre 2015.

7 août 2015 sur l'identification des responsables d'attaques aux armes chimiques en Syrie (découlant d'un compromis négocié entre les États-Unis et la Russie sur la question) pourrait être appréhendée non seulement comme un outil afin de raviver la coopération avec Washington, mais aussi en tant que moyen d'exercer une pression sur Damas. Tandis que la dernière initiative de « front anti-EI », mis à part son objectif principal qui consiste à organiser une lutte systémique et coordonnée au sol contre l'EI au travers des forces régionales, tend également à améliorer les perspectives de règlement intrasyrien, il semble parfaitement logique que la Russie se concentre par ailleurs sur l'agenda de l'antiterrorisme, soit le moins controversé pour l'instant.

Tout plan de paix russe pour la Syrie n'entrerait pas seulement en contradiction avec l'insistance longtemps proclamée de « laisser les Syriens décider par eux-mêmes » ; étant donné le passé de la Russie il se heurterait à de nombreuses objections. De même, l'initiative russe anti-EI a été très vraisemblablement coordonnée avec la nouvelle proposition iranienne de règlement négocié de la crise syrienne ; ce dernier n'a pas été rendu public, mais il est censé envisager un cessez-le-feu, la formation d'un front commun contre l'EI, une transition politique facilitée internationalement y compris des élections présidentielles et une nouvelle Constitution, ainsi qu'un engagement de forces de maintien de la paix dans des zones comme celle d'Alep.

Aucun doute, l'initiative russe de front anti-EI va rencontrer de multiples obstacles qui ne se limiteront pas aux désaccords sur le fait d'intégrer tant le gouvernement syrien que l'opposition à l'intérieur d'un front anti-EI unifié (bien que cette question, ainsi que celle du destin ultime de Bachar el-Assad et de la caste au pouvoir des plus proche ne semblent pas insolubles). Autre pierre d'achoppement, le problème de la Turquie et des Kurdes est particulièrement aigu, même s'il n'est pas insurmontable compte tenu de la décision ultime des Turcs pourtant réticents de s'associer aux frappes aériennes de la coalition américano-arabe contre l'EI).

Indépendamment du destin du projet russe anti-EI, ce qui est plus déterminant c'est que, dans le cadre d'une refondation régionale et internationale, la nécessité fondamentale *de préserver les fonctions régaliennes de l'État* durant la période de transition apparaît faire de plus en plus consensus parmi les principaux acteurs à l'intérieur et à l'extérieur de la région. De fait, du moment où on réalise l'exigence de prévenir l'effondrement des institutions clefs et des fonctions régaliennes et celle de préférer des arrangements au niveau national, inclusifs, à des solutions purement militaires et/ou *de facto* confessionnelles, il y a là un plus petit commun dénominateur pour la plupart des parties prenantes à l'intérieur comme à l'extérieur de la région et le point de départ sensé et partagé pour une sortie de crise.

L'« ÉTAT ISLAMIQUE » ENTANT QUE PROBLÈME SÉCURITAIRE POUR LA RUSSIE : NATURE, ÉCHELLE ET LIMITES DES MENACES

À l'intérieur le défi lancé par l'EI à la Russie implique deux questions corrélées : dans quelle mesure les préoccupations propres du pays en matière de terrorisme islamiste sont-elles susceptibles d'affecter sa politique à l'égard de l'EI et ou de contribuer à la modeler ? Et puis en quoi la montée en puissance de l'activisme islamiste et l'émergence d'un État islamiste radical au Moyen-Orient peut-elle affecter la Russie ?

L'une des préoccupations de la Russie quant au Printemps arabe concernait les implications potentielles de celui-ci pour les musulmans de Russie quant à une éventuelle montée en puissance de l'islamisme politique/réformiste et à son accession au pouvoir au Moyen-Orient. Cela n'a plus aujourd'hui qu'une faible signification comparativement au défi massif et radical incarné par l'EIIL (État islamique en Irak et au Levant)/EI et d'autres groupes jihadistes dans le cadre Syrie-Irak lequel s'est pour l'essentiel formé à l'extérieur du Printemps arabe. Le phénomène EI est aussi profondément enraciné dans le contexte de l'Irak post-intervention (soit dans le pays à plus fort taux d'activités terroristes au monde et qui comptait pour un tiers de la létalité terroriste de la première décennie post-11-Septembre (2002-2011). D'après le *Global Terrorism Database (GTD)*, l'Irak et l'Afghanistan/Pakistan totalisaient à eux seuls en 2014 54 % des faits de terrorisme et 58 % de la létalité terroriste dans le monde. Ces trois pays + la Syrie et le Nigeria comptaient pour 80 % de la létalité terroriste dans le monde.

Devant cet arrière-plan, le simple fait que la Russie soit *la seule* partie prenante immédiate extérieure au Moyen-Orient, ce qui l'a amenée à figurer au Top 10 des États les plus affectés par le terrorisme dans la première décennie post-11-Septembre (cf. tableau 1 *infra*), devrait suffire à expliquer le haut profil des préoccupations russes en matière d'antiterrorisme sur le plan général et au Moyen-Orient en particulier. D'après le dernier *Global Terrorism Index (GTI)* de 2014 qui agrège tous les paramètres du terrorisme et mesure l'ensemble de la période 2000-2013, la Russie a reculé du 9^e rang au 11^e rang ; mais les pays occidentaux sont totalement absents même du Top 25 : les États-Unis sont seulement n° 30, le Royaume-Uni n° 27, Israël n° 32 et la France n° 56⁷.

Il faut souligner en même temps que le contexte général et le type de menace terroriste qui caractérisent la Russie sont très différents de ceux qui sont associés au

7 *Global Peace Index : Measuring Peace, Its Causes and Economic Value*, Sidney, New York, Londres, Institute for Economics and Peace, 2014, <www.visionofhumanity.org/sites/default/files/Global%20Peace%20Index%20Report%202015_0.pdf>.

phénomène EI en Syrie-Irak. L'EIIL/EI a émergé dans deux États (semi)-faillis. Au contraire, la Russie a été principalement ciblée par un terrorisme islamiste/séparatiste subnational dans le contexte d'un conflit périphérique de basse intensité au sein d'un État pleinement fonctionnel. Ce qui est un cas assez standard, donc peu exceptionnel en Asie et en Eurasie où presque un État sur deux, y compris des macropuissances comme l'Inde et la Chine, sont confrontés à des défis analogues (l'échelle de la menace sur la Russie étant comparable à celle qui plane sur la Thaïlande ou les Philippines). En revanche, et au contraire de ce qui se passe dans le contexte Syrie-Irak, le terrorisme interne à la Russie est en déclin depuis 2011 (en 2014, le pays ne figurait même plus dans le Top 20 des États les plus affectés par le terrorisme, et ce pour la première fois au XXI^e siècle).

Tableau n° 1 : Les dix pays du monde à plus fort taux d'activité terroriste, Global Terrorism Index (GTI)

GTI 2012 (2002–2011) ⁸			GTI 2014 (2000–2013) ⁹		
Rang	Pays	2012 GTI Fréquence	Rang	Pays	2014 GTI Fréquence
1	Irak	9.556	1	Irak	10
2	Pakistan	9.049	2	Afghanistan	9.39
3	Afghanistan	8.669	3	Pakistan	9.37
4	Inde	8.147	4	Nigeria	8.58
5	Yémen	7.305	5	Syrie	8.12
6	Somalie	7.244	6	Inde	7.86
7	Nigeria	7.242	7	Somalie	7.41
8	Thaïlande	7.086	8	Yémen	7.31
9	RUSSIE	7.068	9	Philippines	7.29
10	Philippines	6.801	10	Thaïlande	7.19
			11	RUSSIE	6.76

Ces dernières années, la source principale de violences islamiques en Russie – le conflit au Caucase du Nord – a cessé de figurer comme théâtre de conflit jihadiste majeur. Cela semble traduire les réalités du terrain : une tendance décroissante conti-

8 *Global Terrorism Index: Capturing the Impact of Terrorism in 2002-2011*, Sydney, Institute for Economics and Peace, 2012, <reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2012-Global-Terrorism-Index-Report.pdf>.

9 *Global Peace Index (2014)*, op. cit., p.8-9.

nue du terrorisme islamiste d'origine nord-caucasienne en Russie depuis 2011 et celle, plus récente, des incidents violents dans la région qui ont presque diminué de moitié rien qu'en 2014. Une fois terminée la seconde guerre de Tchétchénie à la fin des années 2000, l'influence des islamistes radicaux étrangers dans le cadre intérieur russe semble avoir également décliné : la plupart d'entre eux se sont transférés vers d'autres zones sensibles ; le Caucase du Nord n'a pas attiré beaucoup de nouveaux venus et on estime à seulement 10 % le financement d'activités violentes dans la région à partir de sources étrangères. Un processus qui apparaît bien découler largement de la « pacification » graduelle de la Tchétchénie laquelle résulte elle-même d'une combinaison de deux facteurs.

Premièrement : dans le cas russe, la *jihadisation* progressive d'une insurrection principalement ethno-séparatiste a eu des effets extrêmement *clivants* sur le mouvement et ses dynamiques. Elle a entre autre catalysé toute une série de fractures et la montée de forces ethno-confessionnelles locales traditionnelles de type non jihadiste (voire antijihadiste) qui ont opté pour l'alliance avec Moscou. Un processus qui s'appréhende au moins dans ses premières phases comme « le règlement du problème de lui-même », plutôt qu'en tant que le résultat d'une grande stratégie pilotée par la Fédération.

Deuxièmement : le centre fédéral s'est saisi d'une semblable « fenêtre d'opportunité » et il s'est orienté stratégiquement vers une politique de tchétchénilisation (de délocalisation de la plupart des tâches sécuritaires en direction des forces tchétchènes locales s'étant déclarées loyales à Moscou) et d'investissement massif dans l'aide à la reconstruction de la république et plus généralement de la région.

La combinaison de ces deux facteurs a permis à la Russie de ramener le problème au début des années 2010 à une question relativement périphérique et à faire décroître en intensité et en échelle à la fois les actions de combat et les opérations terroristes. Ce qui a été confirmé par les banques de données internationales les plus spécialisées en matière de conflits armés qui ont déclassé celui-ci de « majeur » à « mineur »¹⁰.

Tout cela s'est opéré à coût vraiment élevé en termes de sécurité, de dépenses, de droits de l'homme comme sur le plan administratif et politique, y compris une dérogation tolérée de la Tchétchénie par rapport à l'espace juridique russe, de même qu'un transfert significatif de souveraineté en faveur du régime local de Ramzan Kadyrov. La relative pacification de la Tchétchénie s'accompagna d'une combinaison entre un morcellement de la violence qui ramenait celle-ci au niveau d'un conflit

10 Uppsala Conflict Data Program (UCDP) et International Peace Research Institute in Oslo (PRIO), UCDP/PRIO Armed Conflict Dataset, volume 4-2014a, <www.pcr.uu.se/research/ucdp/datasets/ucdp_prio_armed_conflict_dataset/>.

de basse intensité et la propagation de ce dernier à travers la région du Nord-Caucase au sens large. Le centre de gravité de cette violence allait se déplacer de la Tchétchénie dans d'autres républiques nord-caucasiennes, en particulier au Daghestan. Semblable violence morcelée a été moins létale et intense que les guerres de Tchétchénie, mais elle s'est faite insaisissable, éclatée et souvent récurrente. L'approche sécuritaire russe de cette violence de basse intensité au Nord-Caucase a été principalement le *containment* (endiguement) afin de la maintenir à un niveau relativement bas. Toute action plus déterminée se proposant de « balayer » ce phénomène serait extrêmement coûteuse et contre-productive, étant donné que les causes au fondement de l'instabilité et de la violence persistent (des problèmes de gouvernance enracinés et liés au clientélisme à l'absence d'intégration au reste de la Russie, en passant par le faible développement socioéconomique en dépit d'« îlots » émergents de croissance) et qu'il faudra des décennies avant de réaliser des progrès majeurs.

Voilà le cadre dans lequel la Russie a développé un intérêt *très spécifique* à ce que le niveau de stabilisation qui lui a coûté si cher ne soit pas biaisé ou renversé par quelque réseau transnational que ce soit. Or aujourd'hui ce sont le contexte Syrie-Irak et le phénomène EI qui incarnent les connexions les plus déstabilisatrices et constituent toute une série de défis en relation avec le Caucase du Nord.

L'EI ET LE CAUCASE DU NORD

La préoccupation immédiate, c'est le mouvement aller-retour d'activistes islamistes et les implications d'un retour potentiel de certains pour des activités militantes/terroristes au Nord-Caucase. Alors quelques extrémistes nord-caucasiens avaient combattu dans les rangs de l'opposition armée syrienne y compris avant la proclamation de l'EI, ils sont devenus plus nombreux et actifs dans les rangs de l'EI (ainsi que dans une moindre mesure ceux qui venaient d'ailleurs en Russie) et au sein des groupes qui avaient complètement ou partiellement fait allégeance à l'EI, tel Jaysh al-Muhajirin wa Ansar (Armée des migrants et partisans) en Syrie et d'autres groupes d'activistes islamistes radicaux (y compris le rival-homologue de l'EI le Front al-Nosra). D'après les sources officielles russes, leur nombre s'élevait déjà à 300-400 pour la Syrie en 2013¹¹, et il est passé à 800 en 2014, mais il pouvait totaliser 1 700 personnes rien qu'en Irak début 2015¹².

11 Sergueï Smirnov, premier directeur adjoint du Federal Security Service (FSB), cité in « FSB: 300-400 militants from Russia are fighting as mercenaries in Syria », *RIA-Novosti*, 20 septembre 2013. <ria.ru/arab_riot/20130920/964662999.html>.

12 Selon le directeur du FSB Alexandre Bortnikov, lors d'un entretien avec des journalistes le 20 février 2015 à Washington D.C., cité in « FSB Says Nearly 2,000 Russians Fighting in Iraq », *Moscow Times*, 20 février 2015, <www.themoscow-times.com/article.php?id=516282>.

Certains de ces combattants, y compris des commandants de haut niveau, sont des Tchétchènes ethniques mais originaires d'autres parties du Caucase (c'est-à-dire de Géorgie). Une part significative est composée d'activistes émigrés d'origine nord-caucasienne qui viennent de pays tiers, soit de la Turquie à l'Europe en passant par le Moyen-Orient (y compris des jeunes gens qui ont grandi et se sont radicalisés dans la diaspora). Tandis que de nombreux individus proviennent encore de différentes parties du Nord-Caucase (par diverses routes, mais en dernier lieu d'ordinaire par la Turquie – une connection facilitée par un passage sans visa et par la situation volatile à la frontière turco-syrienne), certains experts estiment que seulement 150 d'entre eux seraient effectivement originaires de Tchétchénie à proprement parler¹³. L'EI a besoin de combattants issus de cette région, principalement en raison de leur capacité et de leur expérience en matière de combat, et puis à cause de leur relative autonomie par rapport aux clans et aux intérêts locaux, ce qui accroît leur flexibilité opérationnelle. Ces derniers sont à leur tour attirés par la perspective de combattre au centre et à l'avant-garde du jihadisme pour un Califat articulé territorialement, concret et bien financé, plutôt que dans une clandestinité semi-virtuelle et marginalisée avec des opérations soumises à des pressions sécuritaires rigides à la périphérie d'un État puissant, pleinement fonctionnel et consolidé à minorité musulmane.

À l'intérieur, le principal problème n'est pas encore celui d'un engagement des rentrants. Alors que de 2014 à mars 2015 au moins 48 affaires criminelles étaient instruites contre des activistes issus du District fédéral du Nord-Caucase (ceux qui combattaient toujours en Syrie et en Irak et les rentrants), six rentrants prévenus étaient accusés d'avoir pris part au combat moyen-oriental mais pas d'avoir fait retour¹⁴. Une tendance plus établie apparaît dans l'engagement de commandants et de minigroupes insurgés locaux du Nord-Caucase à soutenir l'EI. Ces derniers agissent la plupart du temps « en position de faiblesse » plutôt qu'« en position de force », avec l'espoir d'une légitimation supplémentaire de par l'association aux succès et à l'aura de l'EI, et peut-être une certaine assistance de la part des groupes extrémistes violents du Moyen-Orient. Mais pareille tendance a des effets contradictoires pour la clandestinité violente. D'une part elle provoque des luttes d'influence entre personnalités et *jama'as* (groupes) ayant proclamé leur allégeance à l'EI et qui sont associés au sein de la vieille et souple confédération Imarat Kavkaz. On note que la direction de l'Imarat, tout en déclarant qu'elle n'a pas le droit d'empêcher le départ pour le Moyen-Orient, a exprimé certaines réserves. Semblable démarche détourne les hommes de l'insurrection locale (on est tenté d'ajouter qu'elle restreint leur propre aura). D'ailleurs, la tendance à prêter allégeance à l'EI n'exclut pas des tensions et des

13 Cf. Alexei Malachenko, « From ISIL to Donbass : on natural and artificial crises », *Nezavisimaja gazeta*, 6 mars 2015.

14 « Threat of return of IS militants will lead to increased pressure by force in the North Caucasus », *Kavkazskii uzel*, 13 March 2015, <www.kavkaz-uzel.ru/articles/258803>.

fractures parmi ceux qui l'ont fait. À court terme, ces troubles internes ont affaibli la nouvelle direction de l'Imarat (Aliazkhab Kebekov, *alias* Ali Abou Mohammad al-Dagestani, qui avait succédé au premier leader Doku Umarov après la mort de ce dernier rapportée début 2014) et facilité la tâche d'élimination (de Kebekov en avril 2015). Qui plus est : le facteur EI semble avoir porté un coup définitif à l'Imarat ; on sait depuis 2007 que ce qui en reste a majoritairement prêté allégeance à l'État islamique.

Un retour en masse de combattants pour faire des ravages semble aujourd'hui une perspective plutôt lointaine, mais il n'en est pas moins source de préoccupations sérieuses. Il est mécaniquement admis que leur espace naturel de retour est le Nord-Caucase, en particulier au-delà des frontières de la Tchétchénie où ils pourraient réactiver et promouvoir une clandestinité lourdement fragmentée de mini-*jama'a* éclatés sur toute la région. Cela dit : la stratégie fédérale d'endiguement et les pressions sécuritaires à l'intérieur de la région imposent de sérieuses limites à pareil reflux lequel équivaldrait au maximum à un facteur supplémentaire de complication.

L'ÉTAT ISLAMIQUE ET LA RADICALISATION EN RUSSIE AU-DELÀ DU CAUCASE DU NORD

L'influence et la propagande croissantes de l'EI en Russie vont bien au-delà du Caucase du Nord. Si le flux en direction de la Syrie et de l'Irak est dominé par des activistes d'origine nord-caucasienne, il englobe aussi des musulmans radicaux de la Volga, de l'Oural et d'ailleurs en territoire russe. Ce qui marque un phénomène relativement récent en Russie ; il ne s'est pas encore développé en tant que tendance majeure, mais il mérite une attention particulière en matière d'influences transnationales nouvelles sur les islamistes radicaux et de connexions entre ces derniers. Il s'agit de l'émergence de cellules islamistes radicalisées autonomes, qui se sont formées en toute indépendance et sont de plus en plus activées par des *musulmans non-Caucasiens du Nord et des convertis à l'islam* parmi les Russes et autres groupes ethniques traditionnellement non musulmans. Ce processus affecte de petits segments de l'importante communauté musulmane autochtone de Russie et n'a pas en règle générale de relation directe avec le contexte ou l'agenda nord-caucasiens. Quelques-uns des (rares) cas plus en vue concernent un nombre croissant de partisans du Hizb ut-Tahrir dans l'Oural ou le phénomène du village tatar à dominance salafiste de Belozerje en Mordovie dans la région de la Volga. Le processus dans son ensemble implique toutefois des jeunes urbains, relativement éduqués, de la classe moyenne (y compris des jeunes femmes comme l'illustrent les affaires récentes et toujours en instruction des étudiantes Varvara Karaulova et Maryam Ismailova à Moscou).

Semblable radicalisation ne prend pas toujours nécessairement une forme violente, mais elle génère le cadre et le territoire à rejoindre à l'intérieur duquel certains membres sont recrutés à fins d'activités violentes à l'intérieur ou à l'étranger. Parmi ces derniers, certains peuvent être liés à des homologues nord-caucasiens (comme cela a été par exemple le cas dans la préparation des attentats à la bombe de Volgograd en 2013) ; d'autres ne présentent pas de lien direct avec le Caucase du Nord¹⁵.

D'une certaine manière, quelques-unes de ces cellules radicalisées et de ces individus ressemblent plutôt aux cellules jihadistes autonomes d'Europe qu'à celles de la clandestinité nord-caucasienne (même si elles sont encore beaucoup moins nombreuses que celles d'origine en Europe). On notera que ce type de cellules qui ne sont pas enlisées dans les dynamiques propres au Caucase du Nord sont beaucoup plus susceptibles de développer un intérêt pour l'idéologie et l'agenda des versions « globales » du jihadisme islamique. Elles semblent également plus en mesure d'appréhender la propagande jihadiste transnationale, laquelle se répand toujours plus grâce aux moyens et canaux modernes d'information et de communication et implique de façon plus marquée des vulgarisateurs et prédicateurs d'orientation transnationale. Cette tendance avait été établie en Russie par un Sibérien converti, Saïd Buryatski (tué en 2010) qui s'était fait un devoir d'atteindre de nouvelles audiences comme la jeunesse éduquée urbaine aux quatre coins du pays.

Étant donné cette tendance, il peut y avoir aussi une certaine demande de jihadistes rentrants potentiels de Syrie et d'Irak de la part d'éléments radicalisés en Russie au-delà du Caucase du Nord. Autre similarité avec les cellules jihadistes d'origine en Europe de l'Ouest – et au contraire des activistes nord-caucasiens – ces cellules radicalisées et ces individus ailleurs en Russie révèlent une *inadéquation* entre de hautes ambitions idéologiques et une capacité/qualification limitée pour mener des activités terroristes – un décalage que les rentrants peuvent aider à combler.

Pour finir, la Russie n'existe pas dans un vacuum ; elle constitue le cœur de l'Eurasie au sens large et en est partie intégrante, c'est-à-dire qu'elle y occupe une position centrale pour la coopération multilatérale dans la région, pour la construction régionale et pour les stratégies sécuritaires. Les mêmes influences et connexions transnationales, y compris celles qui sont liées à l'EI et au contexte Syrie-Irak, affectant la Russie ont une signification pour ses partenaires d'Eurasie/de la Communauté d'États indépendants (CEI)¹⁶. L'Eurasie, et en particulier l'Asie centrale, est aussi la source d'une importante migration vers la Russie. Si la radicalisation religieuse/idéo-

15 Cf. Johanna Paraszczuk, « Three years, 10 months for Tatar from Kazan who fought in Syria », *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*, 18 décembre 2014; « Over 200 residents of the Volga region left to fight for IS in Syria and Iraq », *INTERFAX.RU*, 16 juin 2015. <www.interfax.ru/russia/447728>.

16 « Head of FSB: IS openly declares its intent to destabilize the situation in the CIS », *TASS Information Agency*, 17 juin 2015, <tass.ru/politika/2047846>.

logique de cette vaste migration de travail de musulmans des pays d'Asie centrale n'a pas encore pris les dimensions d'un phénomène social d'importance majeure (schéma typique d'une première génération largement préoccupée par des stratégies économiques de survie), le problème de la gestion de l'immigration clandestine, y compris à partir de régions musulmanes, est devenu une des questions majeures de la société russe et de la politique nationale du pays. Toutes les tentatives de manipuler cette question à des fins de radicalisation islamique en lien avec le phénomène EI (par exemple les appels lancés aux migrants tadjiks en Russie au mois de mai 2015 par l'ex-colonel Khalimov, membre tadjik de l'EI, à rejoindre l'organisation) doivent être contrecarrés et déjoués à presque n'importe quel prix.

LE DÉFI DE L'ÉTAT ISLAMIQUE EN TANT QUE CONSTRUCTION ÉTATIQUE ET PROJET DE MIGRATION/D'IMPLANTATION

Le troisième défi du phénomène EI au Moyen-Orient et au-delà, Russie et Eurasie incluses, même s'il n'a pas atteint un plein développement a été sérieusement sous-estimé. Si la focalisation première sur les aspects violents est compréhensible, d'autres implications d'une vaste portée ne devraient pas être négligées. Les « performances » administratives et en matière de construction étatique de l'EI peuvent apparaître modestes mais ne devraient pas être pour autant ignorées. Un aspect particulier à cette organisation en tant que quasi-État et expérimentation d'une construction étatique islamique, c'est qu'il met en exergue du point de vue de la propagande et de l'idéologie le caractère de véritable « terre promise » – destination finale et territoire physique plutôt qu'imaginé – propre au « Califat » dans le cadre Irak-Syrie pour des civils musulmans désabusés, en particulier des femmes et des familles avec enfants. Ce qui est inquiétant, c'est que cette catégorie dominait dans le groupe de citoyens russes détenus par les autorités à la frontière turco-syrienne et dont faisait partie Varvara Karaulova ; un groupe qui se dirigeait prétendument vers les zones contrôlées par les activistes. D'après des sources officieuses les femmes pourraient constituer jusqu'à 15 % des candidats à la migration vers le territoire de l'EI en Syrie et en Irak rien que pour le Caucase du Nord¹⁷.

Le message de l'EI s'adresse plus largement non seulement aux combattants potentiels, mais – quelquefois sous forme d'« appels ciblés » à certaines catégories de nouveaux venus – membres de leurs familles et *autres* « bons musulmans » – pour venir *peupler* les zones sous leur contrôle (y vivre, travailler, subvenir aux tâches administratives et techniques, pourvoir au soutien logistique de l'effort de guerre, faire des affaires, avoir des enfants). En d'autres termes, ce qui fait de l'EI un phénomène

17 Cf. Gulya Arifmezova, « Not at all an ideal Islamic world », *Nezavisimaya gazeta*, 2 juin 2015.

qualitativement nouveau c'est son potentiel – pas encore complètement ni même à moitié exploité – de devenir un important mouvement et projet de migration/implantation idéologiquement articulé au Moyen-Orient.

Les données existantes quant aux combattants jihadistes d'origine ouest-européenne montrent qu'un sur neuf retourne dans son pays pour s'y livrer à des activités violentes¹⁸ ; l'Europe occidentale étant la seule région pour laquelle ce genre de données sont jusqu'ici disponibles, mais ces données ne se réfèrent qu'à la période pré-EI. Or, le potentiel de mobilisation de l'EI en tant qu'aimant pour les jihadistes étrangers n'a pas de précédent, de sorte que la capacité déstabilisatrice des flux de retour liés à l'organisation pourrait être plus élevée. Même ainsi la réalité reste que le nombre de jihadistes rentrés chez eux avec l'intention de s'y livrer à des activités violentes demeure réduit ; il est donc peu vraisemblable qu'ils parviennent à changer la face des États européens et cela ne risque pas de s'appliquer à ceux de l'Eurasie.

L'idée que ce pourcentage pourrait être plus élevé en Russie parce que ce pays enregistre toujours, contrairement aux pays occidentaux, un conflit de basse intensité dans une de ses régions est en fait corrigée par deux différences de fond entre les musulmans russes et ceux d'Europe de l'Ouest : il y a dans le premier cas une communauté globalement *autochtone* et intégrée ; de même pour l'« avantage comparatif », évidemment plus provisoire, de l'absence jusqu'ici de tendances idéologiques/politiques/religieuses majeures à la radicalisation chez les millions de travailleurs migrants musulmans en direction de la Russie, en particulier chez ceux qui viennent d'Asie centrale. Il y a là un phénomène typique d'une première génération de migrants qui sont comme on l'a vu surtout occupés par leurs stratégies économique de survie ; mais les choses peuvent à terme évoluer et même s'inverser quand il s'agira d'intégrer les générations suivantes. Sans parler du niveau en général plus drastique des contrôles sécuritaires et d'une politique anti-extrémistes plus rigoureuse et répressive en Russie, susceptible de décourager nombre de candidats au retour.

En somme, le retour de certains jihadistes d'Irak et de Syrie pourrait constituer un défi pour la Russie mais il ne changera guère la situation dans le Caucase du Nord où il ne sera qu'un facteur supplémentaire de complication/déstabilisation. Par contre, ailleurs en Russie même un petit nombre de rentrants pourraient contribuer, s'ils ne sont pas stoppés ou dé-radicalisés, à combler l'écart entre l'intention et le passage à l'acte violent/terroriste en radicalisant des cellules à programme jusque-là plus « global », c'est-à-dire en stimulant des attentats terroristes islamistes d'un nouveau type et pas nécessairement ou pas du tout reliés au Caucase du Nord. Et

18 Cf. Thomas Hegghammer, « Should I stay or should I go ? Explaining variation in Western jihadists' choice between domestic and foreign fighting », in *American Political Science Review*, vol. 107, n° 1, février 2013, p.10. <hegghammer.com/_files/Hegghammer_-_Should_I_stay_or_should_I_go.pdf>.

puis ce qui n'est pas moins préoccupant que l'exportation du savoir-faire activiste/terroriste, c'est plus largement l'influence et l'effet radicalisant non seulement des succès militaires de l'EI, mais de sa tentative sans précédent de construire un califat « physique », territorialisé *ici et maintenant* – même si celui-ci n'attire que très peu de musulmans russes.

//TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR JULIEN HAUTEFORT

Ndlr Avec sa proposition de constituer une grande coalition (parallèle) contre les jihadistes incluant l'armée syrienne et sous l'égide de l'ONU, Vladimir Poutine réalise un coup de maître (mais en a-t-il les moyens financiers et militaires ?) : si les États-Unis refusent, ils passeront pour ceux qui s'opposent à l'émergence d'un vrai front international contre Daech ; s'il accepte, la Russie reviendra au cœur de la problématique moyen-orientale. Moscou et sa politique « néo-primakovienne » (Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, FRS) seront dans ce dernier cas, au moment où l'Occident traverse une période critique de « manque de vision » comme d'incertitudes et parallèlement au « retrait » US, gagnants sur tous les tableaux : ils redeviennent une puissance globale ; ils se garantissent l'accès à la Méditerranée à partir de leur point d'appui dans le port de Tartous ; leur place de choix dans des négociations à venir va leur permettre de convaincre les Occidentaux (et la France) que le départ de Bachar el-Assad ne saurait être qu'un « aboutissement » et non la « condition préalable » d'un processus de transition ; les questions de la Crimée et du Donbass s'en trouvant éclipsées¹⁹.

19 Cf. Isabelle Lasserre, « En Syrie, Poutine joue la carte anti-Daech En intensifiant son soutien militaire à Bachar el-Assad, la Russie entend signer son grand retour au Moyen-Orient, mais aussi redevenir une puissance globale », *Le Figaro*, 18 septembre 2015.

OUTRE-TERRE N° 44

Daech : Menace sur les civilisations

Hypopuissance islamique Michel Korinman	9
Ces assassins de l'Orient global Myriam Benraad	20
La France face au conflit syrien : le choix de l' <i>i-realpolitik</i> Georges Malbrunot	23
La fin de l' <i>Oumma</i> Tahchi Belgacem	27
L'« État islamique », objet terroriste non identifié Xavier Raufer	31
Les Forces spéciales : bonne conscience de l'« esprit de Munich » Jean-Antoine Duprat	45
Chrétiens d'Orient : citoyenneté vs. barbarie Riccardo Cristiano	55

1 DAECH MONDIAL

États-Unis-Daech : politique cohérente ? Plus qu'on ne le supposerait... Tanguy Struye de Wieland, Chloé Daelman	71
Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes Ekaterina Stepanova	80
La Chine dans le combat contre l'État islamique Dario Berrebi	95
L'extension orientale de l'Organisation de l'État islamique : le cas de l'Asie du Sud Laurent Amelot	100

2 FRANCHISES AFRICAINES

Le Nigeria, la charia et Boko Haram Marc-Antoine Pérouse de Montclos	107
Une dernière chance pour la Libye Karim Mezzran, Katharina Pruegel	119
À qui est le Sinaï ? Tewfik Aclimandos	128

OUTRE-TERRE, 44, revue trimestrielle
Août-septembre-octobre 2015

PROCHAIN NUMÉRO À PARAÎTRE :

N° 45 : François, pape du XXI^e siècle

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cette revue ainsi que des opinions qui sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles des responsables d'Outre-Terre.

DÉPÔT LÉGAL : novembre 2015

ISBN : 978-2-84795-335-0

ISSN : 1636-3671

© **ÉDITIONS L'ESPRIT DU TEMPS, 2015**

BP 107 - 33491 Le Bouscat Cedex

www.lespritudutemps.com

© **ACADÉMIE EUROPÉENNE DE GÉOPOLITIQUE, PARIS, 2015**

41, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.